



Paris, le 27 mai 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Médecins du Monde installe un camp de « déplacés » roms à Saint Denis

Suite au drame qui a coûté la vie d'un enfant samedi dernier à Bobigny, la Préfecture de Seine-Saint-Denis a expulsé hier matin les familles Roms du gymnase qu'elles occupaient. Elles ont été de nouveau délogées hier soir d'un terrain vague à Gennevilliers. N'ayant trouvé aucune autre solution d'hébergement, Médecins du Monde a installé cette nuit un camp de « déplacés » à Saint-Denis pour ces 116 personnes, dont 41 enfants, 6 nourrissons et 5 femmes enceintes.

Au cours des deux derniers mois, la préfecture a expulsé ces familles 5 fois, jusqu'à l'incendie du samedi 23 mai. Le lendemain, les familles sont hébergées provisoirement dans un gymnase dans la commune de Bobigny. Pourtant hier matin (26 mai), sans que personne n'ait été informé, les forces de l'ordre expulsent les 500 occupants du gymnase. Seules quelques familles qui ont accepté la proposition de retour humanitaire en Roumanie sont hébergées à l'hôtel dans l'attente du départ. Pour toutes les autres, elles sont condamnées à errer en quête d'un lieu où s'installer, après avoir pour certaines perdu tous leurs biens et leurs papiers d'identité dans l'incendie.

Hier soir, alors qu'elles avaient trouvé refuge dans un hall désaffecté de Gennevilliers, les forces de l'ordre les ont une nouvelle fois délogées. Devant l'impossibilité de trouver une solution d'hébergement et devant la maltraitance institutionnelle, Médecins du Monde a décidé d'accompagner ces 116 personnes, dont 41 enfants, 11 nourrissons et 5 femmes enceintes. L'association a installé un camp de « déplacés » à Saint Denis, sur un terrain trouvé par les Roms.



Les tentes et le matériel installés sont habituellement déployés par nos équipes lors des missions d'urgences internationales. Une veille sanitaire a également été mise en place par les équipes de MdM.

« Ces familles Roms ne sont pas en situation irrégulière et sont des européens interpellés régulièrement par des forces de l'ordre » rappelle le président de Médecins du Monde, Olivier Bernard, présent sur place.

Médecins du Monde demande de mettre fin à toute expulsion sans solution de relogement notamment pour les femmes et les enfants, condition essentielle pour assurer un suivi social et médical. L'association demande l'organisation immédiate d'une table-ronde réunissant la municipalité, les collectivités territoriales, les services de l'Etat et tous les acteurs concernés.

Contact presse Médecins du Monde :

Florence Priolet / Annabelle Quénet
01 44 92 14 31 / 32 – 06 09 17 35 59
www.medecinsdumonde.org